



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.389/4
du 27 novembre 2017

advies 62.389/4
van 27 november 2017

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'ordonnance du 3 juillet 2008
relative aux chantiers en voirie
dans la Région de
Bruxelles-Capitale'

een voorontwerp van
ordonnantie van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering 'tot
wijziging van de ordonnantie
van 3 juli 2008 betreffende de
bouwplaatsen op de openbare
weg in het Brusselse
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 30 octobre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'modifiant l'ordonnance du 3 juillet 2008 relative aux chantiers en voirie dans la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 27 novembre 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 novembre 2017.

*

Op 30 oktober 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'tot wijziging van de ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 27 november 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 november 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

INTITULÉ

L'avant-projet examiné ne se limite pas à la modification de l'ordonnance du 3 juillet 2008 'relative aux chantiers en voirie'. Il entend procéder à son abrogation, ainsi qu'à celle de la loi du 3 décembre 2005 'instituant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public' ¹ et à leur remplacement par un nouveau dispositif.

Son intitulé doit par conséquent être revu.

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Le dispositif de l'avant-projet doit être précédé d'un arrêté de présentation.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'alinéa 2 mentionne que l'ordonnance vise à transposer la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 'relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit'.

Cette disposition de l'avant-projet doit être complétée afin d'y mentionner que la transposition de la directive n'est que partielle.

L'exposé des motifs et le commentaire de l'article 1^{er} doivent également être complétés, afin d'y préciser quelles sont les dispositions de la directive 2014/61/UE dont le projet assure la transposition. Des tableaux de transposition, qui permettront tant aux membres du Parlement qu'aux destinataires des normes en projet, d'avoir une présentation complète de la transposition de la directive et de distinguer les dispositions dont la transposition relève de la compétence des régions ou de l'autorité fédérale, y seront joints.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir l'article 91, 1^o et 2^o, de l'avant-projet examiné.

Article 2

1. La définition figurant à l'article 2, 14°, a), tente de circonscrire la notion d'urgence. Elle est suivie d'un point b) qui semble donner une seconde approche de la notion d'urgence, comme étant une situation dans laquelle :

« il est nécessaire d'effectuer un chantier sans délai et d'y travailler sans interruption, de jour comme de nuit, jours non ouvrables compris. N'est pas considéré comme une interruption le fait de repaver définitivement la voirie dans les cinq jours ouvrables qui suivent la fin de l'intervention ayant nécessité d'ouvrir celle-ci, à la condition que, dans l'intervalle, une remise en état provisoire de la zone de travail en assure la viabilité ».

Le commentaire des articles précise à propos de ce point b) :

« Il est également précisé que l'urgence suppose que le chantier démarre aussi vite que possible et qu'il ne soit pas interrompu (ce qui suppose donc de travailler en continu, de jour comme de nuit). Si une interruption survient, la définition de l'urgence n'est donc plus respectée, et le régime spécifique qui y est associé n'est plus applicable. Cependant, lorsque l'intervention urgente a nécessité d'ouvrir une voirie pavée, celle-ci ne peut généralement pas être repavée directement après la fin de l'intervention. Dans cette situation, pour éviter des démarches administratives inutiles (l'interruption faisant perdre le bénéfice de l'urgence et imposant donc de solliciter une autorisation d'exécution de chantier pour le repavage), et pour autant que le laps de temps qui sépare la fin de l'intervention sous la voirie du repavage de celle-ci soit raisonnable (ce qu'est un délai de cinq jours ouvrables), il est par conséquent précisé que ces quelques jours qui peuvent séparer les deux opérations ne sont pas considérés comme une interruption ».

Comme l'indique ce commentaire, ce point b) ne tend pas à apporter une définition de la notion d'urgence dans le cadre de l'application de l'ordonnance en projet, mais constitue une disposition énonçant que le régime spécifique applicable aux chantiers urgents² ne peut plus être appliqué en cas d'interruption du chantier. Celle-ci n'a pas sa place dans la définition du terme « urgence » et doit faire l'objet d'une disposition distincte, qui pourrait trouver sa place dans le Titre 2 – Principes généraux, de l'avant-projet.

2. À l'article 2, 15°, de l'avant-projet, il convient :

– soit de préciser que n'y sont visés que les « engins de déplacement » non motorisés ;

– soit, de remplacer la référence faite à l'article 2.15.2.1°, du Code de la route, par une référence plus large à son article 2.15.2, si l'intention est d'y viser également les engins de déplacement motorisés.

Dans la version néerlandaise, on utilisera le terme « voortbewegingstoestel » au lieu de « voertuig om zich te verplaatsen », conformément à la terminologie utilisée à l'article 2.15.2 du Code de la route.

² Voir les articles 11, § 2, 49, 50, § 1^{er}, 51, 57, alinéa 2, et 63bis, § 2, de l'avant-projet.

3. La définition de la notion de « zone de travail » figurant à l'article 2, 18°, est très proche de celle du terme « emprise » (article 2, 4°, de l'avant-projet).

La différence entre ces deux notions est certes expliquée dans le commentaire des articles. Elle devrait cependant mieux apparaître à la seule lecture de leurs définitions respectives.

4. L'article 2 sera revu en ce sens.

Articles 6 à 8

1. Dans son avis n° 41.466/4 donné le 16 avril 2007, la section de législation a formulé l'observation suivante, à propos de l'article 6 de l'avant-projet devenu l'ordonnance du 3 juillet 2008 :

« La disposition à l'examen prévoit que plusieurs membres ainsi que le président de la commission de coordination des chantiers sont nommés sur la proposition de ministres ayant telle ou telle matière dans leurs attributions.

Ceci ne peut être admis.

En effet, il n'est pas au pouvoir du législateur de régler directement les attributions des membres du Gouvernement : il résulte de l'article 68, alinéa 1^{er}, et de l'article 69 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, que l'article 36, 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises rend applicables à la Région de Bruxelles-capitale, que c'est au Gouvernement qu'il appartient de régler son organisation interne »³.

2. Cette observation vaut aussi pour l'article 6, §§ 1^{er} et 3, ainsi que pour l'article 7, § 1^{er}, 1°, de l'avant-projet examiné.

3. Pour le même motif, il ne revient pas au législateur de choisir lui-même, parmi les services du Gouvernement, celui dont les agents seront chargés du secrétariat permanent de la Commission de coordination des chantiers (ci-après dénommée : la Commission).

L'article 8, § 1^{er}, sera modifié sur ce point.

Article 18

Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, énonce :

« Dans les quarante jours ouvrables de l'introduction du programme visé au § 1^{er}, la Commission se prononce sur celui-ci ».

³ Doc. parl., Parl. Rég. Brux.-Cap., 2007-2008, n° A-445/1, pp. 122 à 140, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/41466.pdf>.

La section de législation se demande si le point de départ de ce délai de quarante jours ne doit pas être fixé par référence à la saisine de la Commission, dont l'article 18, § 2, alinéa 2, de l'avant-projet charge la sous-commission d'hyper-coordination, en lieu et place de la date d'introduction du programme. Ce dernier doit en effet être d'abord soumis à la sous-commission d'hyper-coordination, conformément à l'article 18, § 1^{er}, de l'avant-projet.

Article 19

L'article 19 prévoit la possibilité d'intégrer un chantier supplémentaire après la validation du programme d'hyper-coordination.

Cette mesure apporte un tempérament à la règle de principe édictée à l'article 15, § 3, de l'avant-projet. La disposition à l'examen réserve cependant cette possibilité aux seuls impétrants institutionnels. Elle crée ainsi une différence de traitement au détriment des autres impétrants, qui ne peuvent aucunement en bénéficier. Le commentaire des articles y apporte la justification suivante :

« Cette possibilité n'est pas ouverte aux impétrants 'non institutionnels' (qui ne peuvent donc se joindre au processus que dans les quarante jours de la publication de la zone au Moniteur) au motif, d'une part, que les chantiers de ceux-ci sont généralement de moindre ampleur et, d'autre part, que la solution inverse ferait courir un risque d'important ralentissement dans l'élaboration d'un programme d'hyper-coordination en cas de demandes successives et nombreuses ».

Ces arguments ne permettent cependant pas de justifier le traitement défavorable réservé aux impétrants non institutionnels. Ils peuvent en effet être pris en considération dans le cadre de l'examen de la demande d'intégration d'un chantier qu'organise l'article 19, alinéas 2 et 3, de l'avant-projet.

À défaut de motivation plus adéquate, il conviendrait donc de supprimer cette différence de traitement.

Article 20

À l'alinéa 2, la section de législation se demande s'il ne convient pas de se référer à l'article 18 (§§ 2 et 3) plutôt qu'à l'article 19, §§ (lire : alinéas) 2 et 3.

Article 24

L'intitulé du titre 4 – La coordination des chantiers ainsi que l'intitulé de son chapitre 1^{er} – Généralités doivent être insérés avant l'article 24 de l'avant-projet ⁴.

⁴ Cette observation se base sur le sommaire de l'avant-projet figurant dans son exposé des motifs.

Article 25

Il convient d'harmoniser le délai de quinze jours, prévu par l'article 25, § 1^{er}, alinéa 3, et celui de dix jours, mentionné au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, du même article.

Article 39

Mieux vaut écrire : « L'article 34 est d'application à la présente sous-section ».

Article 47

La version néerlandaise manque.

Article 50

Au paragraphe 1^{er}, il convient de se référer aux articles 51 et 52 plutôt qu'aux articles 52 et 53.

Article 58

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il convient de se référer à l'article 2, 8°, d) et j), plutôt qu'à l'article 2, 9°, d) et j).

2. Le paragraphe 3 énonce :

« § 3. Le Gouvernement peut dresser la liste des chantiers dispensés de l'obligation de constitution d'une garantie bancaire en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence de cette exigence pour le chantier considéré ».

Le commentaire des articles précise à cet égard :

« Peuvent être dispensés de l'obligation de garantie bancaire :

– aussi bien des chantiers qui y sont en principe soumis en application de l'ordonnance ;

– que des chantiers pour lesquels l'ordonnance ne prévoira plus d'obligation de constituer une garantie mais pour lesquels les administrateurs compétents restent (à défaut de dispense par le Gouvernement) libres d'apprécier l'opportunité d'imposer une garantie au cas par cas ».

L'article 58 doit être revu afin d'y faire état de cette possibilité laissée aux administrateurs compétents d'imposer, au cas par cas, l'obligation de constituer une garantie bancaire. Il doit également indiquer quelles sont celles des règles relatives à la garantie bancaire visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de cette disposition, qui s'y appliquent également.

Article 63bis

La numérotation en « *bis*, *ter*, ... » (ou en « /1, /2, ... ») doit être réservée aux textes modificatifs visant à insérer de nouvelles dispositions au sein d'un dispositif préexistant.

Il va de soi que la version de l'avant-projet qui sera présentée au Parlement ne contiendra plus de « *bis* » ou de « *ter* ».

Article 66

Au paragraphe 2, alinéa 3, il convient de fixer le point de départ du délai d'affichage imposé.

Article 79

Dans son avis n° 41.466/4, la section de législation a formulé l'observation suivante, à propos de l'article 96 de l'avant-projet devenu l'ordonnance du 3 juillet 2008 :

« Selon le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les agents et fonctionnaires désignés pour surveiller l'exécution de l'ordonnance en projet 'ont la qualité d'agents ou d'officiers de police judiciaire'.

Il n'est pas pertinent d'attribuer une telle qualité à des agents et fonctionnaires chargés de surveiller l'application d'une législation qui, comme tel est le cas de l'ordonnance en projet, punit seulement d'amendes administratives ceux qui méconnaissent ses dispositions.

Il ne peut être perdu de vue, en effet, que la police judiciaire se caractérise par le fait qu'elle a notamment pour objet de livrer les auteurs d'infractions aux tribunaux chargés de les punir et que les officiers de police judiciaire sont soumis à la surveillance du procureur général près la cour d'appel ou du procureur fédéral, en manière telle qu'il ne se conçoit d'accorder la qualité d'agents ou d'officiers de police judiciaire qu'à des fonctionnaires chargés de surveiller l'application de législations qui prévoient des sanctions pénales, prononcées par le juge, en cas d'infraction à leurs dispositions ».

L'article 79 appelle la même observation.

Article 80

1. Au paragraphe 1^{er}, 1^o, b), il convient de se référer aux articles 51, 63, § 2, et 68, plutôt qu'aux articles 52, 64, § 2, et 69.

Par ailleurs, la discordance entre le texte français et le texte néerlandais sera corrigée.

La suite de l'article appelle la même observation.

2. Le paragraphe 7, alinéa 1^{er}, prévoit un doublement du montant minimum et maximum des amendes administratives en cas de récidive.

L'alinéa 3 de la même disposition prévoit, dans ce cas, le doublement du montant maximum des amendes administratives cumulées (100.000 euros au lieu de 50.000).

La section de législation se demande si le triplement de ce montant maximum des amendes administratives cumulées ne doit pas être également prévu, pour tenir compte de l'hypothèse de double récidive prévue par l'alinéa 2 de la même disposition.

Article 81

Au paragraphe 2, alinéa 2, le délai d'un mois doit être remplacé par deux mois, afin de correspondre tant aux délais figurant à l'article 81, § 4, et à l'article 82, de l'avant-projet, qu'au commentaire de ces dispositions.

Articles 83 à 85

1. Les articles 83 à 85 formant le livre VIII de l'avant-projet visent à remplacer la loi du 3 décembre 2005 'instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public', que l'article 91, 2°, de l'avant-projet abroge.

Dans son avis n° 58.422/2 donné le 2 décembre 2015 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 4 mai 2017 'modifiant le décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I., portant des dispositions diverses et abrogeant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public', la section de législation a observé à propos de la loi du 3 décembre 2005 :

« En adoptant la loi du 3 décembre 2005, le législateur est parti du constat que, lorsque des travaux de longue haleine sont réalisés sur le domaine public, ils peuvent entraîner une diminution substantielle du chiffre d'affaires des exploitants de petits commerces qui se situent à proximité de ces travaux et dont l'accès est entravé en raison de ceux-ci. Jugeant trop longues et trop peu efficaces les procédures auxquelles les intéressés pouvaient recourir pour se protéger contre les effets des inconvénients en question, il a voulu mettre à charge des pouvoirs publics un régime destiné à répondre à leurs besoins immédiats⁵. Comme l'a souligné la section de législation du Conseil d'État, le mécanisme mis en place s'analyse comme étant un mécanisme de solidarité⁶.

⁵ Note de bas de page 10 de l'avis cité : Sur la *ratio legis* de la loi du 3 décembre 2005, lire Fr. GOSSELIN, *La compensation des pertes de revenus causées aux indépendants par des travaux publics*, Kluwer, 2006, n° 1, et les références citées à divers extraits des travaux préparatoires de la loi.

⁶ Note de bas de page 11 de l'avis cité : Avis 37.316/VR, donné le 8 juin 2004 (*Doc. parl.*, Sénat, 2003/2004, n° 3-386/4).

Dans la version d'origine de la loi du 3 décembre 2005, l'indemnité allouée en vertu de celle-ci a été conçue comme constituant un revenu de remplacement et son montant a été déterminé par analogie avec le système de chômage économique existant pour les ouvriers⁷.

Par la suite, la loi-programme du 22 décembre 2008 a modifié les règles de la loi du 3 décembre 2005 qui sont relatives au montant de l'indemnité pour tenir compte du fait que les indépendants qui doivent fermer leur établissement en raison des circonstances appréhendées par cette dernière loi sont tenus non seulement – comme tel est le cas pour les ouvriers bénéficiant du système de chômage économique – de faire face aux besoins de leur famille mais aussi de continuer à s'acquitter des frais liés à leurs activités professionnelles (paiement du loyer d'un bail commercial, paiement des fournisseurs, etc.). Le législateur a ainsi voulu que l'indemnisation du travailleur indépendant permette de 'repousser le spectre de la faillite qui serait imputable à un événement purement extrinsèque par rapport à la gestion de son établissement'⁸.

Conçu de la sorte, le droit à indemnisation que consacre et organise la loi du 3 décembre 2005 s'inscrit dans la perspective du droit que l'article 23 de la Constitution reconnaît à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine. Il peut être considéré comme se rattachant aux droits économiques et sociaux dont, à cette fin, il incombe au législateur d'assurer la garantie et de déterminer les conditions de l'exercice⁹ »¹⁰.

Les 17 articles que compte la loi précitée sont remplacés par les seuls articles 83 à 85 lesquels ne constituent qu'un cadre succinct comportant de trop larges habilitations au Gouvernement. Il revient en effet au législateur de déterminer lui-même, conformément à l'article 23 de la Constitution, les aspects principaux du régime d'indemnisation qu'il entend prévoir, comme le fait actuellement la loi précitée.

2. Pour ce qui concerne l'article 85 de l'avant-projet examiné, il convient en outre d'observer que la contribution qu'il permet au Gouvernement de mettre à charge des impétrants

⁷ Note de bas de page 12 de l'avis cité : Lire notamment *Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 3-386/7, p. 12 ; Chambre, 2004-2005, n° 1751/5, p. 6. Sur cette idée et ses conséquences, lire Fr. GOSSELIN, *op. cit.*, n°s 1, 27, 56, 65 et 78.

⁸ Note de bas de page 13 de l'avis cité : *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n° 1607/1, pp. 126 à 128.

⁹ Note de bas de page 14 de l'avis cité : Comme l'écrit A. Vandeburie, en adoptant l'article 23, le constituant a voulu « consacrer le droit pour chacun de pouvoir mener sa vie dans des conditions suffisamment décentes » notamment d'un point de vue économique et social, le concept de dignité humaine réunissant, entre autres, « tout ce qui permet [...] de faire face aux risques auxquels les hommes sont confrontés » (A. VANDEBURIE, *L'article 23 de la Constitution. Coquille vide ou boîte aux trésors ?*, La Charte, 2008, n° 144). L'alinéa 3 de l'article 23 énumère divers droits qui entrent dans les prévisions de cet article. Le droit à la sécurité sociale et le droit à l'aide sociale figurent dans ladite liste (voir le 2° de l'article 23, alinéa 3). Dans la mesure où ils tendent à donner « la garantie d'une certaine protection sociale, censée prémunir quiconque des risques et embûches que le destin sème parfois sur notre chemin » (A. VANDEBURIE, *op. cit.*, n° 182), on peut envisager d'y rattacher le droit à indemnisation que consacre et organise la loi du 3 décembre 2005. Ceci étant, dès lors que la liste des droits qu'énonce l'alinéa 3 de l'article 23 n'est pas exhaustive, il n'est pas indispensable de se référer spécifiquement à l'un d'eux. Il faut, mais il suffit, que soit en jeu – comme tel est le cas en l'espèce – le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine (voir, pour un exemple d'application de l'article 23 de la Constitution à un dispositif présenté comme tendant à permettre à certaines catégories de personnes de mener une vie conforme à la dignité humaine sans qu'il ne soit fait spécifiquement référence à l'un des droits qu'énonce l'alinéa 3 de l'article 23, l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 67/2015 du 21 mai 2015).

¹⁰ *Doc. parl.*, Parl. wall., 2016-2017, n°704/1, pp. 10 à 13.

institutionnels doit être qualifiée d'impôt¹¹. Conformément à l'article 170 de la Constitution, il revient par conséquent au législateur d'en déterminer lui-même les éléments essentiels.

L'article 85 de l'avant-projet sera également complété afin d'y respecter ce principe constitutionnel.

Article 86

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4^o¹², il convient de préciser que ce montant s'ajoute aux droits déjà prévus aux points 1^o à 3^o du même paragraphe.

Il convient également d'y viser le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, plutôt que son alinéa 2.

Article 90

La modification indirecte de la liste des recettes affectées au fonds pour l'équipement et les déplacements que prévoit l'article 90 doit faire l'objet d'une modification expresse de l'article 2, 3^o, de l'ordonnance du 12 décembre 1991 'créant des fonds budgétaires'.

L'article 90 sera revu en ce sens.

Article 95

Cet article charge le Gouvernement de fixer la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Conformément à l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', pour éviter que le Gouvernement puisse indéfiniment tenir en suspens l'entrée en vigueur de l'ordonnance, il faut fixer une date à partir de laquelle l'ordonnance entrera en vigueur si le Gouvernement n'est pas intervenu entretemps.

OBSERVATIONS FINALES

1. Le texte en français sera soigneusement revu.
2. Les textes français et néerlandais présentent de nombreuses discordances dans les renvois internes. Ils seront revus sur ce plan.

¹¹ Comme a déjà pu l'observer la section de législation dans son avis n °39.302/1 donné le 3 novembre 2005 sur l'avant-projet devenu la loi du 3 décembre 2005 dont l'article 3 prévoyait, dans sa rédaction initiale, un mécanisme similaire, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/39302.pdf>.

¹² Dont un membre de phrase doit être déplacé à l'alinéa 2 comme dans la version néerlandaise.

3. La section de législation s'interroge sur l'usage d'expressions synonymes tant en français¹³ qu'en néerlandais¹⁴ : de telles variations sont à éviter, sauf à pouvoir les justifier.
4. Le texte de l'avant-projet d'ordonnance abuse de majuscules¹⁵.
5. Le nom « euros » s'écrit en toutes lettres et s'accorde en nombre en français¹⁶.
6. Dans un souci de sécurité juridique, l'ensemble de l'avant-projet sera relu avant son dépôt sur le bureau du Parlement.

*

¹³ À titre d'exemple, à l'article 46, alinéa 1^{er}, 1^o, « initier une procédure » (en néerlandais « lanceren »), à l'article 50, § 3, « démarrer le chantier », à l'article 56, § 1^{er}, 1^{er} tiret (lire : 1^o), « avis de démarrage de chantier », au paragraphe 2, « le chantier ne peut pas débiter », à l'article 57, alinéa 2, 1^{er} tiret (lire : 1^o), « le début des travaux » et 3^e tiret (lire : 3^o), « le démarrage du chantier », article 80 « quiconque débute un chantier », etc.

¹⁴ À titre d'exemple, les verbes « opstarten » et « beginnen », etc.

¹⁵ Ainsi à titre d'exemple, en français, les noms « secrétariat » et « comité » n'ont nul besoin de majuscule.

¹⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 6.4.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

OPSCHRIFT

Het voorliggende voorontwerp beperkt zich niet tot de wijziging van de ordonnantie van 3 juli 2008 ‘betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg’. Het beoogt die ordonnantie alsook de wet van 3 december 2005 ‘betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein’¹ op te heffen en te vervangen door een nieuw dispositief.

Het opschrift van het voorontwerp moet bijgevolg worden herzien.

INDIENINGSBESLUIT

Aan het dispositief van het voorontwerp moet een indieningsbesluit voorafgaan.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Volgens het tweede lid beoogt de ordonnantie richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 ‘inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronischecommunicatienetwerken met hoge snelheid’ om te zetten.

In die bepaling van het voorontwerp moet ook worden vermeld dat de richtlijn slechts gedeeltelijk wordt omgezet.

Voorts moet in de memorie van toelichting en in de bespreking van artikel 1 ook worden gepreciseerd welke bepalingen van richtlijn 2014/61/EU bij het ontwerp worden omgezet. Bij de memorie van toelichting moeten omzettingstabellen worden gevoegd, zodat zowel de parlementsleden als de adressaten van de ontworpen regels een volledig beeld kunnen krijgen van de omzetting van de richtlijn en een onderscheid kunnen maken tussen de bepalingen waarvan de omzetting onder de bevoegdheid van de gewesten valt en deze waarvan de omzetting onder de bevoegdheid van de federale overheid valt.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie artikel 91, 1° en 2°, van het voorliggende voorontwerp.

Artikel 2

1. De definitie in artikel 2, 14°, a), poogt het begrip “dringende noodzakelijkheid” te omschrijven. Ze wordt gevolgd door een punt b) dat het begrip “dringende noodzakelijkheid” op een tweede manier lijkt te benaderen als een situatie waarin

“een bouwplaats (...) onverwijld en zonder onderbreking uitgevoerd [moet] worden. Wordt niet als een onderbreking beschouwd, het feit om de rijweg definitief opnieuw te plaveien binnen de vijf dagen die volgen op het einde van de interventie waarvoor het noodzakelijk was om de openbare weg open te maken, op voorwaarde dat, in de tussentijd, de werkzone voorlopig opnieuw in orde gemaakt is om de leefbaarheid van de openbare weg te verzekeren.”

Over dat punt b) wordt in de bespreking van de artikelen het volgende gepreciseerd:

“Er wordt ook verduidelijkt dat de dringende noodzakelijkheid veronderstelt dat de werf zo snel mogelijk opstart en niet onderbroken wordt. Als de bouwplaats onderbroken wordt, is de definitie van de dringende noodzakelijkheid dus niet nageleefd en is het bijhorende uitzonderingsregime dus niet langer van toepassing. Wanneer het wegens de dringende interventie noodzakelijk was om een geplaveide weg open te maken, kan deze over het algemeen niet onmiddellijk na het einde van de interventie opnieuw geplaveid worden. In een dergelijke situatie, om nodeloze administratieve demarches te vermijden (aangezien de onderbreking ervoor zorgt dat men niet langer kan genieten van het recht van de dringende noodzakelijkheid en dus verplicht om een uitvoeringsvergunning te vragen voor het opnieuw plaveien van de straat), en voor zover de tijdsspanne tussen het einde van de interventie onder de verkeersweg en het opnieuw plaveien van de weg redelijk is (dit is een termijn van vijf werkdagen), wordt er bijgevolg verduidelijkt dat deze enkele dagen tussen beide operaties niet als een onderbreking kunnen worden beschouwd.”

Zoals die bespreking aangeeft, geeft dat punt b) geen definitie van het begrip “dringende noodzakelijkheid” in het kader van de toepassing van de ontworpen ordonnantie, maar vormt het een bepaling die stelt dat de specifieke regeling die voor de dringende noodzakelijke bouwplaatsen geldt,² niet meer kan worden toegepast in het geval van een onderbreking van de bouwplaats. Die bepaling hoort niet thuis in de definitie van de term “dringende noodzakelijkheid” en moet een aparte bepaling vormen die in Hoofdstuk 2 (lees: Titel 2), “Algemene beginselen”, van het voorontwerp zou kunnen staan.

2. In artikel 2, 15°, van het voorontwerp dient

- ofwel te worden gepreciseerd dat enkel de niet-gemotoriseerde voortbewegingstoestellen worden bedoeld;

- ofwel de verwijzing naar artikel 2.15.2.1°, van de Wegcode te worden vervangen door een ruimere verwijzing naar artikel 2.15.2 van de Wegcode, indien het de bedoeling is dat ook de gemotoriseerde voortbewegingstoestellen worden bedoeld.

² Zie de artikelen 11, § 2, 49, 50, § 1, 51, 57, tweede lid, en 63bis, § 2, van het voorontwerp.

In de Nederlandse tekst van het voorontwerp moet de term “voortbewegingstoestel” worden gebruikt, in overeenstemming met artikel 2.15.2 van de Wegcode, in plaats van de term “voertuig om zich te verplaatsen”.

3. De definitie van het begrip “werkzone” in artikel 2, 18°, stemt sterk overeen met de definitie van de term “terrein” (artikel 2, 4°, van het voorontwerp).

Het verschil tussen die twee begrippen wordt weliswaar uitgelegd in de bespreking van de artikelen, maar zou bij het lezen zelf van de respectieve definities ervan duidelijker naar voren moeten komen.

4. Artikel 2 moet in die zin worden herzien.

Artikelen 6 tot 8

1. De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 41.466/4 van 16 april 2007 de volgende opmerking gemaakt over artikel 6 van het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van 3 juli 2008:

“De onderzochte bepaling schrijft voor dat een aantal leden en de voorzitter van de coördinatiecommissie van de bouwplaatsen benoemd worden op de voordracht van ministers onder wie deze of gene bevoegdheid ressorteert.

Een zodanige regeling kan niet worden toegestaan.

Het komt immers niet aan de wetgever toe om rechtstreeks de bevoegdheden van de leden van de Regering te regelen: uit artikel 68, eerste lid, en artikel 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die artikel 36, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen toepasselijk verklaart op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, volgt dat het aan de Regering staat haar interne organisatie te regelen.”³

2. Die opmerking geldt ook voor artikel 6, §§ 1 en 3, en voor artikel 7, § 1, 1°, van het voorliggende voorontwerp.

3. Om dezelfde reden komt het de wetgever niet toe zelf de dienst van de Regering te kiezen waarvan de personeelsleden belast worden met het permanent secretariaat van de Coördinatiecommissie van de bouwplaatsen (hierna “de Commissie” genoemd).

Artikel 8, § 1, moet op dat punt worden gewijzigd.

³ Parl.St. Br.Parl. 2007-08, nr. A-445/1, 122-140, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/41466.pdf>.

Artikel 18

Paragraaf 3, eerste lid, luidt als volgt:

“Binnen de veertig werkdagen na de indiening van het programma beoogd in § 1, spreekt de Commissie zich hierover uit.”

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of die termijn van veertig dagen niet moet ingaan op het ogenblik van de aanhangigmaking bij de commissie, waarmee de subcommissie hypercoördinatie bij artikel 18, § 2, tweede lid, van het voorontwerp wordt belast, in plaats van op de datum waarop het programma wordt ingediend. Dat programma moet overeenkomstig artikel 18, § 1, van het voorontwerp immers eerst aan de subcommissie hypercoördinatie worden voorgelegd.

Artikel 19

Artikel 19 voorziet in de mogelijkheid om een extra bouwplaats te laten opnemen na de validering van het hypercoördinatieprogramma.

Die maatregel zwakt de principiële regel van artikel 15, § 3, van het voorontwerp af. Luidens de voorliggende bepaling krijgen echter alleen institutionele verzoekers die mogelijkheid. Op die manier roept ze een verschillende behandeling in het leven ten nadele van de andere verzoekers, die die mogelijkheid volstrekt niet hebben. In de bespreking van de artikelen wordt dat als volgt gerechtvaardigd:

“Deze mogelijkheid geldt niet voor ‘niet-institutionele verzoekers’ (deze kunnen dus enkel binnen de veertig dagen na publicatie van de zone in het Belgisch Staatsblad opgenomen worden in het proces) omwille van het feit dat, enerzijds, de bouwplaatsen van deze verzoekers over het algemeen kleiner zijn van omvang en, anderzijds, dat de andere oplossing een risico op grote vertraging inzake de uitwerking van een hypercoördinatieprogramma zou inhouden indien er tal van opeenvolgende aanvragen zouden worden ingediend.”

Die argumenten kunnen echter niet rechtvaardigen dat de niet-institutionele verzoekers een ongunstige behandeling ten deel valt. Ze kunnen namelijk in aanmerking worden genomen in het kader van het onderzoek van het verzoek tot integratie van een bouwplaats, dat wordt geregeld bij artikel 19, tweede en derde lid, van het voorontwerp.

Bij ontstentenis van een deugdelijkere motivering dient dat verschil in behandeling dus te worden opgeheven.

Artikel 20

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of in het tweede lid niet moet worden verwezen naar artikel 18 (§§ 2 en 3) in plaats van naar artikel 19, §§ 2 en 3 (lees: tweede en derde lid).

Artikel 24

Het opschrift van titel 4, “De coördinatie van de bouwplaatsen”, en het opschrift van hoofdstuk 1 ervan, “Algemeen”, moeten worden ingevoegd voor artikel 24 van het voorontwerp.⁴

Artikel 25

De termijn van vijftien dagen waarin artikel 25, § 1, derde lid, voorziet, en de termijn van tien dagen die in paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel wordt vermeld, moeten met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

Artikel 39

Men schrijve “Artikel 34 is van toepassing op deze subafdeling”.

Artikel 47

De Nederlandse tekst ontbreekt.

Artikel 50

In paragraaf 1 dient te worden verwezen naar de artikelen 51 en 52 in plaats van naar de artikelen 52 en 53.

Artikel 58

1. In paragraaf 1, eerste lid, dient te worden verwezen naar artikel 2, 8°, d) en j), in plaats van naar artikel 2, 9°, d) en j).

2. Paragraaf 3 luidt als volgt:

“§ 3. De regering mag de lijst opmaken van de bouwplaatsen die vrijgesteld zijn van de verplichting om een bankwaarborg te stellen als gevolg van hun geringe omvang of het gebrek aan relevantie van deze vereiste voor de betrokken bouwplaats.”

De memorie van toelichting preciseert in dat verband:

“Kunnen worden vrijgesteld van de verplichting van bankwaarborg:

- zowel bouwplaatsen die er in principe aan onderworpen zijn bij toepassing van de ordonnantie;

⁴ Deze opmerking steunt op het overzicht van de inhoud van het voorontwerp in de memorie van toelichting.

- als bouwplaatsen waarvoor de ordonnantie niet langer zal voorzien in een verplichting om een waarborg te stellen maar waarvoor de bevoegde beheerders vrij blijven (bij gebrek aan vrijstelling vanwege de regering) om geval per geval te oordelen of het past een waarborg op te leggen.”

Artikel 58 moet worden herzien zodat het vermeldt dat de bevoegde beheerders aldus geval per geval kunnen opleggen dat een bankwaarborg wordt gesteld. Het moet ook de regels vermelden betreffende de bankgarantie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, van die bepaling, die eveneens daarop van toepassing zijn.

Artikel 63bis

De nummering met “bis, ter, ...” (of met “/1, /2, ...”) mag enkel worden gebruikt in wijzigingsteksten waarbij nieuwe bepalingen in een bestaand dispositief worden ingevoegd.

Het spreekt vanzelf dat de versie van het voorontwerp die in het Parlement wordt ingediend, geen “bis” of “ter” meer mag bevatten.

Artikel 66

In paragraaf 2, derde lid, dient bepaald te worden op welk ogenblik de opgelegde aanplakkingstermijn ingaat.

Artikel 79

In advies 41.466/4 heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt bij artikel 96 van het voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 3 juli 2008:

“Volgens paragraaf 1, tweede lid, hebben de personeelsleden en ambtenaren die aangesteld zijn om toezicht te houden op de uitvoering van de ontworpen ordonnantie ‘de bevoegdheid van agenten of officieren van de gerechtelijke politie’.

Het verlenen van een zodanige hoedanigheid aan personeelsleden en ambtenaren belast met het toezicht op de toepassing van een wetgeving die, zoals het geval is met de ontworpen ordonnantie, alleen administratieve geldboetes oplegt aan degenen die de bepalingen ervan schenden, is niet terzake dienend.

Er mag immers niet over het hoofd worden gezien dat de gerechtelijke politie gekenmerkt wordt door het feit dat ze onder meer tot doel heeft de plegers van strafbare feiten over te leveren aan de rechtbanken belast met bestraffing en dat de officieren van gerechtelijke politie onder het toezicht staan van de procureur-generaal bij het hof van beroep of van de federale procureur, zodat het niet denkbaar is de hoedanigheid van personeelsleden of officieren van gerechtelijke politie alleen toe te kennen aan ambtenaren belast met het toezicht op de toepassing van regelgevingen die voorzien in strafsancties die door de rechter worden uitgesproken, in geval van schending van de bepalingen ervan.”

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 79.

Artikel 80

1. In paragraaf 1, 1°, b), dient verwezen te worden naar de artikelen 51, 63, § 2, en 68, in plaats van naar de artikelen 58, § 3, 59, § 2, 64, 68 en 72.

Bovendien moet de discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst weggewerkt worden.

Het vervolg van het artikel geeft aanleiding tot dezelfde opmerking.

2. Paragraaf 7, eerste lid, voorziet in een verdubbeling van de minimum- en maximumbedragen van de administratieve boeten in geval van recidive.

Het derde lid van dezelfde bepaling voorziet in dat geval in een verdubbeling van het maximumbedrag van de gecumuleerde administratieve boeten (100.000 euro in plaats van 50.000).

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of niet ook voorzien moet worden in de verdrievoudiging van dat maximumbedrag van de gecumuleerde administratieve boeten teneinde rekening te houden met het geval van dubbele recidive waarin het tweede lid van dezelfde bepaling voorziet.

Artikel 81

In paragraaf 2, tweede lid, moet de termijn van één maand vervangen worden door twee maanden, zodat ze zowel in overeenstemming is met de termijnen die in artikel 81, § 4, en in artikel 82 van het voorontwerp vermeld worden als met de bespreking van die bepalingen.

Artikelen 83 tot 85

1. De artikelen 83 tot 85, die Boek VIII van het voorontwerp uitmaken, strekken tot vervanging van de wet van 3 december 2005 'betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein', die bij artikel 91, 2°, van het voorontwerp opgeheven wordt.

In advies 58.422/2, dat op 2 december 2015 uitgebracht is over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 4 mei 2017 ‘tot wijziging van het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het “Agence pour l’Entreprise et l’Innovation” (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort A.E.I., houdende diverse bepalingen en tot opheffing van de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein’, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt in verband met de wet van 3 december 2005:

“En adoptant la loi du 3 décembre 2005, le législateur est parti du constat que, lorsque des travaux de longue haleine sont réalisés sur le domaine public, ils peuvent entraîner une diminution substantielle du chiffre d’affaires des exploitants de petits commerces qui se situent à proximité de ces travaux et dont l’accès est entravé en raison de ceux-ci. Jugeant trop longues et trop peu efficaces les procédures auxquelles les intéressés pouvaient recourir pour se protéger contre les effets des inconvénients en question, il a voulu mettre à charge des pouvoirs publics un régime destiné à répondre à leurs besoins immédiats.⁵ Comme l’a souligné la section de législation du Conseil d’État, le mécanisme mis en place s’analyse comme étant un mécanisme de solidarité.⁶

Dans la version d’origine de la loi du 3 décembre 2005, l’indemnité allouée en vertu de celle-ci a été conçue comme constituant un revenu de remplacement et son montant a été déterminé par analogie avec le système de chômage économique existant pour les ouvriers.⁷

Par la suite, la loi-programme du 22 décembre 2008 a modifié les règles de la loi du 3 décembre 2005 qui sont relatives au montant de l’indemnité pour tenir compte du fait que les indépendants qui doivent fermer leur établissement en raison des circonstances appréhendées par cette dernière loi sont tenus non seulement – comme tel est le cas pour les ouvriers bénéficiant du système de chômage économique – de faire face aux besoins de leur famille mais aussi de continuer à s’acquitter des frais liés à leurs activités professionnelles (paiement du loyer d’un bail commercial, paiement des fournisseurs, etc.). Le législateur a ainsi voulu que l’indemnisation du travailleur indépendant permette de ‘repousser le spectre de la faillite qui serait imputable à un événement purement extrinsèque par rapport à la gestion de son établissement’.⁸

Conçu de la sorte, le droit à indemnisation que consacre et organise la loi du 3 décembre 2005 s’inscrit dans la perspective du droit que l’article 23 de la Constitution reconnaît à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine. Il peut être considéré comme se rattachant aux droits économiques et sociaux dont, à cette fin, il incombe au législateur d’assurer la garantie et de déterminer les conditions de l’exercice^{9, 10}.

⁵ Voetnoot 10 van het geciteerde advies: Sur la *ratio legis* de la loi du 3 décembre 2005, lire Fr. GOSSELIN, *La compensation des pertes de revenus causées aux indépendants par des travaux publics*, Kluwer, 2006, n° 1, et les références citées à divers extraits des travaux préparatoires de la loi.

⁶ Voetnoot 11 van het geciteerde advies: Avis 37.316/VR, donné le 8 juin 2004 (*Doc. parl.*, Sénat, 2003/2004, n° 3-386/4).

⁷ Voetnoot 12 van het geciteerde advies: Lire notamment *Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 3-386/7, p. 12; Chambre, 2004-2005, n° 1751/5, p. 6. Sur cette idée et ses conséquences, lire Fr. GOSSELIN, *op. cit.*, n°s 1, 27, 56, 65 et 78.

⁸ Voetnoot 13 van het geciteerde advies: *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n° 1607/1, pp. 126 à 128.

⁹ Voetnoot 14 van het geciteerde advies: Comme l’a écrit A. Vandeburie, en adoptant l’article 23, le constituant a voulu “consacrer le droit pour chacun de pouvoir mener sa vie dans des conditions suffisamment décentes”

De 17 artikelen van de voornoemde wet worden louter vervangen door de artikelen 83 tot 85 die slechts een beknopt kader vormen met te ruime machtigingen die aan de regering verleend worden. Het komt immers de wetgever toe om, overeenkomstig artikel 23 van de Grondwet, zelf de voornaamste aspecten te bepalen van de schadevergoedingsregeling waarin hij wil voorzien, zoals dat thans het geval is in de voornoemde wet.

2. Wat artikel 85 van het voorliggende voorontwerp betreft, dient bovendien opgemerkt te worden dat de bijdrage die de regering krachtens dat artikel ten laste van de institutionele verzoekers kan leggen, als een belasting bestempeld moet worden.¹¹ Overeenkomstig artikel 170 van de Grondwet komt het bijgevolg de wetgever toe om zelf de belangrijkste aspecten ervan vast te stellen.

Artikel 85 van het voorontwerp dient eveneens aangevuld te worden opdat dat grondwettelijk beginsel in acht genomen wordt.

Artikel 86

In paragraaf 2, eerste lid, 4^o,¹² dient gepreciseerd te worden dat dit bedrag bovenop de rechten komt waarin de punten 1^o tot 3^o van dezelfde paragraaf reeds voorzien.

In diezelfde paragraaf dient eveneens verwezen te worden naar paragraaf 1, derde lid, in plaats van naar het tweede lid ervan.

notamment d'un point de vue économique et social, le concept de dignité humaine réunissant, entre autres, "tout ce qui permet [...] de faire face aux risques auxquels les hommes sont confrontés" (A. VANDEBURIE, *L'article 23 de la Constitution. Coquille vide ou boîte aux trésors?*, La Charte, 2008, n° 144). L'alinéa 3 de l'article 23 énumère divers droits qui entrent dans les prévisions de cet article. Le droit à la sécurité sociale et le droit à l'aide sociale figurent dans ladite liste (voir le 2^o de l'article 23, alinéa 3). Dans la mesure où ils tendent à donner "la garantie d'une certaine protection sociale, censée prémunir quiconque des risques et embûches que le destin sème parfois sur notre chemin" (A. VANDEBURIE, *op. cit.*, n° 182), on peut envisager d'y rattacher le droit à indemnisation que consacre et organise la loi du 3 décembre 2005. Ceci étant, dès lors que la liste des droits qu'énonce l'alinéa 3 de l'article 23 n'est pas exhaustive, il n'est pas indispensable de se référer spécifiquement à l'un d'eux. Il faut, mais il suffit, que soit en jeu – comme tel est le cas en l'espèce – le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine (voir, pour un exemple d'application de l'article 23 de la Constitution à un dispositif présenté comme tendant à permettre à certaines catégories de personnes de mener une vie conforme à la dignité humaine sans qu'il ne soit fait spécifiquement référence à l'un des droits qu'énonce l'alinéa 3 de l'article 23, l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 67/2015 du 21 mai 2015).

¹⁰ *Parl.St.* W.Parl. 2016-17, nr. 704/1, 10-13.

¹¹ Zoals reeds vastgesteld kon worden door de afdeling Wetgeving in advies 39.302/1 dat op 3 november 2005 uitgebracht is over het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 3 december 2005, waarvan artikel 3, zoals het oorspronkelijk was gesteld, in een soortgelijke regeling voorzag, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/39302.pdf>.

¹² De tweede zinsnede van de Franse tekst moet naar het einde van het tweede lid verplaatst worden, zoals dat in de Nederlandse tekst het geval is.

Artikel 90

De indirecte wijziging in artikel 90 van de lijst met de ontvangsten die aan het fonds voor uitrusting en verplaatsingen toegewezen worden, moet doorgevoerd worden middels een uitdrukkelijke wijziging van artikel 2, 3°, van de ordonnantie van 12 december 1991 ‘houdende oprichting van begrotingsfondsen’.

Artikel 90 moet in die zin herzien worden.

Artikel 95

Dit artikel belast de regering ermee de datum van inwerkingtreding van de voorliggende ordonnantie vast te stellen.

Om te voorkomen dat de inwerkingtreding van de ordonnantie eindeloos door de regering uitgesteld wordt, dient, overeenkomstig artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, de datum vastgesteld te worden waarop de ordonnantie in werking treedt indien de regering ondertussen niet ingegrepen heeft.

SLOTOPMERKINGEN

1. De Franse tekst dient zorgvuldig nagezien te worden.
2. Er zijn tal van discrepanties tussen de Nederlandse en de Franse tekst wat betreft de interne verwijzingen. Beide teksten moeten op dat punt herzien worden.
3. De afdeling Wetgeving stelt zich vragen bij het gebruik van synonieme uitdrukkingen in het Frans¹³ en in het Nederlands¹⁴: dergelijke variatie dient vermeden te worden, tenzij er gegronde redenen voor zijn.
4. In de tekst van het voorontwerp van ordonnantie komen te veel hoofdletters voor.¹⁵
5. In de Nederlandse tekst schrijve men voluit “euro” in plaats van het symbool “€” te gebruiken.¹⁶

¹³ Bijvoorbeeld in artikel 46, eerste lid, 1°, “initier une procédure” (in het Nederlands “lanceren”), in artikel 50, § 3, “démarrer le chantier”, in artikel 56, § 1, eerste streepje (lees: 1°), “avis de démarrage de chantier”, in paragraaf 2, “le chantier ne peut pas débiter”, in artikel 57, tweede lid, eerste streepje (lees: 1°), “le début des travaux” en derde streepje (lees: 3°), “le démarrage du chantier”, artikel 80 “quiconque débute un chantier”, enz.

¹⁴ Bijvoorbeeld de werkwoorden “opstarten” en “beginnen”, enz.

¹⁵ Zo bijvoorbeeld is het in de Franse tekst volstrekt niet nodig de woorden “secrétariat” en “comité” met een hoofdletter te schrijven.

¹⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 6.4.

6. Ter wille van de rechtszekerheid moet het hele voorontwerp nagelezen worden vooraleer het bij het Parlement ingediend wordt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY